

Le 22 octobre 2014

## Ensemble, imposons d'autres choix !

**Avec son air de premier de la classe, Emmanuel Macron, ministre de l'économie, annonce une nouvelle étape de la politique libérale du gouvernement.** Rien que l'intitulé, « Loi pour l'activité et l'égalité des chances économiques », est une supercherie. Ce gouvernement applique des recettes qui depuis plus de vingt ans ont montré leur inefficacité. Depuis le tournant libéral des années 1980 sous Mitterrand, gauche comme droite n'ont eu de cesse de détruire tous les acquis sociaux, les protections sociales, et les services publics.

**Le patronat profite depuis des années d'exonérations fiscales et sociales au nom du dogme libéral de la compétitivité pour retrouver la sacro sainte croissance.** La collectivité paye à sa place par l'impôt, la baisse des prestations sociales, et le recul des droits sociaux. Non content de capter les richesses produites par les salarié-es pour augmenter le taux de profit et verser des dividendes indécents aux actionnaires, le patronat continue à licencier, à précariser. Et Macron vient nous parler de « libérer, investir et travailler », de qui se moque-t-on ! Les exonérations de cotisations sociales patronales ne favorisent pas la création d'emplois et sont un puits sans fonds. C'est le cas du pacte de responsabilité avec le cadeau de 41 milliards fait aux patrons sur le dos de la Sécurité Sociale, des ménages, et des collectivités locales, auxquels on impose une cure d'austérité de cinquante milliards !

**Et comme cela ne suffisait pas, le gouvernement revient à la charge sur le travail le dimanche en voulant passer de 5 à 12 dimanches annuels et rebaptiser le travail de nuit en travail du soir pour étendre les horaires d'ouverture.** Avec un pouvoir d'achat en berne, ce n'est pas cela qui va relancer l'activité et créer des emplois. Pire, les salarié-es, notamment les femmes, vont payer le prix fort par une hausse de l'emploi précaire et l'aggravation de leurs conditions de vies.

*En 2013, les entreprises françaises ont redistribué 40 % de leurs profits à leurs actionnaires sous forme de dividendes ou de rachat d'actions.*

*Les seules entreprises du CAC 40 ont versé 43 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2013.*

**Même les chômeurs-euses sont jugé-es non rentables !** Les huit millions de chômeurs-euses et de précaires qui galèrent apprécieront les propos du gouvernement et du patronat sur un système d'indemnisation trop généreux ! Un peu moins de la moitié des inscrit-es à Pôle Emploi sont indemnisé-es. C'est à ceux qui licencient et précarisent de payer par des surcotisations patronales, ce ne sont pas aux chômeurs-euses de sombrer un peu plus dans la misère.

**Il n'est plus acceptable que le gouvernement Hollande /Valls et le MEDEF pratiquent la politique de la terre brûlée et nous enfoncez tous les jours un peu plus dans la récession !**

**Répartition des richesses, justice fiscale, défense des services publics, réduction du temps de travail, augmentation des salaires, voilà ce que nous voulons !**

**Des mobilisations existent, dans le commerce le 14 novembre, dans la santé le 18 novembre, contre le chômage et la précarité le 6 décembre. Il ne tient qu'à nous tous de les amplifier en faisant converger nos forces pour redonner un nouveau souffle à l'action collective et faire échec aux attaques sociales gouvernementales et patronales !**

## Convergence des hôpitaux en lutte contre l'austérité

Les projets de Loi des Finances et de la Loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2015 (un hold-up de 20 milliards d'euros est programmé d'ici 2017), vont précipiter la casse de notre système solidaire de protection sociale.

Les blocages de salaires, le ralentissement des évolutions de carrière, nos professions mal reconnues. Ça ne peut plus durer les suppressions d'emplois, les sous effectifs générateurs de stress, de rappels sur nos repos (*ce qui est illégal*), de conditions de travail délirantes, d'insécurité. Ça suffit la remise en cause des jours RTT (*c'est la dernière mode chez les directeurs d'hostos*), la précarité galopante, les fermetures de services, de maternités, de CIVG, etc.

SUD Santé Sociaux participe activement au regroupement unitaire, inédit et précieux de syndiqué-es et de non syndiqué-es au sein de la « **Convergence des hôpitaux en lutte contre l'Hôstérité** ».

**Parce que la santé n'est pas une marchandise, parce que le social et le médico-social ne sont pas à vendre, salarié-es et usagers rassemblons nos forces pour imposer un changement de cap !**

Le 18 novembre sera une nouvelle étape dans la construction d'un mouvement gagnant contre « l'Hôstérité » dans la santé, le médico-social et le social.



## **16 octobre : rassemblement devant le salon de l'automobile**

Il y deux ans, en pleine lutte des PSA, un rassemblement de plus d'un millier de personnes avait eu lieu à l'appel de Solidaires et la Cgt devant le salon de l'automobile, dans une ambiance très tendue. **Cette année, lors de la journée du «16 octobre», un nouveau rassemblement a eu lieu devant le salon de l'automobile, représentant un symbole important pour les salarié-es du secteur de l'automobile.** A l'appel de la fédération métallurgie CGT et du syndicat SUD industrie IDF, plusieurs centaines de personnes - essentiellement des délégations syndicales d'entreprises - ont tenu à réaffirmer publiquement l'envers caché du décor pour les salarié-es, alors que le salon reste la vitrine utilisée par le patronat. Emploi, organisation de travail, pénibilité, salaires : les luttes locales continuent, chez les constructeurs ou les équipementiers.

Le rendez-vous de cette année était certes moins tonique que celui d'il y a deux ans - vu le contexte national notamment de cette journée - mais a permis, **malgré une très forte présence policière bloquant toute possibilité de se rapprocher du salon de l'automobile, de faire entendre symboliquement la voix des salarié-es.**

## **Des retraité-es qui ne veulent rien lâcher**

Déjà le 3 juin, à l'appel de 7 organisations syndicales de retraités (UCR-CGT, UCR-FO, UCR-CFTC, UCR-CFE-CGC, FSU Retraités, FGR-FP et UNIRS Solidaires) et de 2 associations de retraités (UNRPA et LSR), **les personnes retraitées ont pu manifester leur mécontentement à l'égard de la politique gouvernementale** (plus de 20 000 manifestants à Paris). Le 30 septembre, à l'appel des mêmes, ont été organisés dans tous les départements des rassemblements ou des manifestations ciblant plus particulièrement les préfectures et les sièges du Medef.

Le 13 octobre, ces neuf organisations se sont retrouvées pour tirer le bilan de leurs mobilisations, et pour décider de leur donner des suites, puisque le gouvernement, jusqu'à présent, semble beaucoup plus à l'écoute des entreprises que de tout le reste, et notamment des retraité-es. **Ce qui est souhaité par la plupart, c'est une large mobilisation regroupant actifs, retraité-es et chômeurs-euses pour pouvoir réellement peser face aux décisions prises.** A défaut d'une telle riposte, les neuf structures ont décidé de demander à rencontrer ensemble les groupes parlementaires sur les questions de pouvoir d'achat, d'accès à la santé et d'aide à l'autonomie. Pendant le même temps, les équipes locales tenteront d'attirer l'attention des élu-es dans les départements. Par ailleurs, il a été décidé de diffuser ensemble un tract au public sur les marchés, etc., pour montrer à tous et toutes la nécessité d'une solidarité entre générations. **L'idée d'une nouvelle manifestation nationale en 2015 est en discussion.**

## **Solidaires 30 contre l'extrême droite**

**Dans un département où le vote FN atteint des records, et qui compte un maire FN et un député apparenté FN, il nous a semblé important de donner une visibilité à une riposte syndicale contre l'extrême droite.**

En juin dernier, nous validions à cet effet, en Assemblée annuelle de Solidaires Gard, l'idée à l'automne 2014 d'une semaine d'action "Solidaires 30 contre l'extrême droite" qui s'est articulée autour de plusieurs initiatives.

La première fut la tenue d'une **réunion publique unitaire CGT-Solidaires-FSU**, jeudi 9 octobre, à Nîmes en présence de deux militants de VISA. Meeting riche puisqu'il a vu intervenir les représentants des trois UD gardoises mettant en avant leur volonté commune de faire au-delà du meeting un travail de fond et sur le long terme sur cette question. Un travail d'autant plus indispensable que certaines équipes syndicales peuvent, hélas, être aussi contaminées par le venin de l'extrême droite. La CGT TCN (Transport de la Commune de Nîmes) a vu par exemple, au printemps dernier, 2 de ses délégués condamnés par la justice pour "provocation à la haine raciale". Le secrétaire de FO Pénitentiaire Gard a été obligé de quitter son mandat syndical pour avoir été une des têtes de liste FN lors des dernières élections européennes. La deuxième initiative, vendredi 10 octobre à Nîmes, consistait en une **journée de formation VISA**, annulée pour cause d'alerte rouge météorologique. La formation sera reproposée, probablement courant janvier 2015, et cette fois dans un cadre unitaire puisque la CGT 30 souhaite la co-organiser avec nous.

Enfin, jeudi 16 octobre, dans le vieux Nîmes, un **rassemblement-diffusion du quatre pages de Solidaires**, "L'extrême droite est un danger mortel" a eu lieu. L'occasion de diffuser massivement notre argumentaire contre les idées du FN et aussi de discuter avec les passant-es. Un travail de longue haleine et de fourmis dans un contexte social et politique difficile. **Il n'empêche : nous poursuivrons ce combat dans les mois qui viennent. No pasaran !**



## **Solidaires 49 : implantation réussie chez Scania**

Pour sa première participation aux élections professionnelles chez Scania production à Angers, **la jeune équipe de SUD Industrie 49, soutenue par Solidaires 49, obtient 24,5% des voix, devenant la première organisation de l'entreprise**, malgré les efforts de certains pour empêcher le syndicat de participer à ces élections. Cette victoire du syndicalisme de lutte sera utile pour les salarié-es alors que la direction veut ouvrir des discussions sur plusieurs sujets sensibles.

## **Les 1000 vaches : la mobilisation ne faiblit pas**

Depuis mi-septembre, environ 500 vaches sont arrivées sous escorte policière dans cette gigantesque ferme-usine. La mobilisation ne faiblit pas. Des militant-es de l'association locale, NOVICEN, et de la Confédération paysanne ont bloqué l'usine pour empêcher la récupération du lait. Ils ont obtenu une réduction du projet de méthanisation de 1,6 MW à 0,6 Mw alimenté exclusivement de déchets agricoles. Le 1<sup>er</sup> juillet, le procès des 9 militant-es de la Confédération Paysanne poursuivi-es suite aux actions menées en 2013 et 2014 sur le site de l'usine des 1000 vaches a été reporté au **28 octobre**. Ils devaient comparaître pour dégradation en réunion, vol, recel ou refus de prélèvement ADN. Des milliers de personnes sont attendues en soutien (associations, syndicats dont Solidaires, partis politiques) de tout le territoire. **Pendant le procès des militant-es, la Confédération Paysanne organisera devant le tribunal d'Amiens, le procès de l'industrialisation de l'agriculture et de la criminalisation de l'action syndicale.**



## **SNJ : Journalistes, reprenez la main dans vos entreprises**

Plans sociaux, départs non remplacés, effectifs décimés, le monde de la presse et des médias est confronté à une crise qui pèse sur la qualité de l'information. La profession est gangrenée par la précarité. Les rédactions sont fragilisées et ce n'est pas une bonne nouvelle pour la démocratie. Il n'est pas trop tard pour renouveler nos exigences sur un conditionnement des aides à la presse afin de contraindre les employeurs à respecter des critères éthiques et sociaux.

Plus que jamais, il est urgent de doter les équipes rédactionnelles d'outils leur permettant d'assurer l'indépendance des rédactions, le maintien du pluralisme, le respect de l'identité des titres. Dans cet esprit, le SNJ soutient la proposition de loi de reconnaissance juridique du conseil de rédaction déposée par la sénatrice Nathalie Goulet.

Dans cet esprit, **le SNJ est aussi porteur d'une proposition de loi instituant un statut des médias d'information à but non lucratif d'intérêt public, permettant de faciliter la reprise d'entreprises en difficultés par les salarié-es.**

**Le SNJ appelle les journalistes à reprendre la main dans les médias, pour remettre la qualité de l'information au cœur des projets d'entreprise** et soutient la candidature à la présidence de France Télévisions de notre confrère Serge Cimino, délégué SNJ à France 3.

Le SNJ appelle les journalistes à se garder de tout parti pris, de suivisme et à être vigilants sur les mots qu'ils/elles utilisent. Le SNJ appelle les journalistes à éviter les simplifications excessives qui déséquilibrent le traitement de l'information, notamment sur les questions internationales.

**Si nous, journalistes, ne nous occupons pas de la profession, d'autres le feront à notre place.**

## **Asso : pour les droits des salarié-es du secteur associatif**

Le 16 octobre, le syndicat Asso, a participé à l'une des tables rondes de la **commission d'enquête parlementaire sur la crise vécue par le secteur associatif.**

Pour le Syndicat Asso, il est important d'apporter un point de vue des salarié-es du secteur associatif sur la question de la qualité de l'emploi dans ce secteur et des difficultés vécues par les salarié-es.

La crise et les plans d'austérité (Pacte de responsabilité, CICE, budget 2015) ont eu et vont continuer à avoir des conséquences sur la vie quotidienne des salarié-s et sur l'emploi en général dans les associations.

◆ **le monde associatif est devenu en quelques années, un laboratoire des contrats précaires et des bas salaires.**

◆ **à chaque restriction budgétaire, ce sont de plus en plus en plans sociaux invisibles que nous observons.**

◆ **des salarié-es sont en souffrance du fait de la réduction du nombre d'emplois dans leur association.**

◆ **le droit du travail est moins respecté par les employeurs, souvent bénévoles, que dans d'autres secteurs d'activité.**

Lors de cette table ronde, Asso a proposé plusieurs pistes d'actions, comme la sécurisation dans le budget de l'Etat des subventions destinées aux associations, l'encadrement des délégations de service public, ou encore la conclusion d'accords pluriannuels pour le soutien au fonctionnement des associations.

## **SNCF : une direction revancharde**

Dès le premier jour de la grève contre la loi sur la réforme ferroviaire, la direction de la SNCF a dépêché des huissiers et des cadres, mobilisés comme jamais, pour se déployer telle une armée mexicaine et **entraver l'exercice du droit constitutionnel de grève**, pour « casser » du gréviste y compris en recourant aux plus basses provocations, pour les chasser de leurs locaux de travail... La stratégie aura été de chercher à briser le mouvement de grève en laissant apparaître le moins de perturbation possible, même si pour cela, la sécurité des circulations et des personnes a été mise à mal.

**Depuis plusieurs semaines, de nombreux cheminot-es sont victimes d'une répression et d'une criminalisation aveugle.**

Pour protester contre les sanctions qui tombent, les fédérations SUD-Rail et CGT Cheminots appellent à un rassemblement devant la direction de l'entreprise à Saint Denis le **30 octobre**.

## Macron au service des grandes enseignes du commerce

**Le ministre Macron a donné le ton, son "projet de loi pour l'activité et l'égalité des chances économiques" met le paquet sur l'extension des horaires d'ouvertures des commerces :** passage de 5 à 12 du nombre de dimanches annuels d'ouverture autorisée, développement du nombre de zones, dont les gares, pouvant ouvrir chaque dimanche, permission de minuit pour les enseignes implantées en zone touristique...

**Le prétendu volontariat et les majorations de salaire, mis en avant pour faire passer la pilule, ne dureront que le temps que le MEDEF donne de nouveau de la voix.** Et c'est une zone de non-droit social promise pour les entreprises de moins de 11 salarié-es où aucune garantie n'est prévue !

Son projet ne se contente pas de reprendre les préconisations du rapport Bailly, il veut également légaliser le travail de nuit, rebaptisé en « travail du soir » (car c'est moins fatiguant dit comme ça), dans les zones touristiques !

Et le zèle de ce dernier fait déjà des envieux : c'est au tour de la grande distribution de demander à pouvoir ouvrir les supermarchés en ville tout le dimanche.

Pourtant, le fait d'ouvrir plus longtemps n'amènera pas la clientèle à dépenser davantage que ce qu'elle a dans les poches. **Et les arguments sur la fréquentation touristique, la marotte trouvée par le gouvernement socialiste pour renier son opposition au développement du travail dominical sous Sarkozy, ont été taillés en pièces par les syndicats.**

Ce qui est certain, c'est que les salarié-es du commerce, en particulier les femmes, paieront le prix fort d'une telle réforme, par la hausse de l'emploi précaire et la dégradation de leurs conditions de vie. Et ne parlons même pas du coût écologique de ces ouvertures.

Ces arguments, le ministre n'a pas souhaité les entendre, laissant sans réponse notre demande de rencontre alors que notre implantation dans ce secteur va grandissante, comme en atteste la constitution de la Fédération SUD

Commerces et Services-Solidaires le 30 septembre dernier.

Paris est l'épicentre de cette bataille et l'intersyndicale CLIC-P, dont notre syndicat SUD Commerce fait partie, va multiplier, dans les semaines qui viennent, les procédures judiciaires à l'encontre des magasins qui violent la législation.

Elle appelle aussi à une **journée de grève et de manifestation le 14 novembre prochain. Solidaires et la Fédération SUD Commerces et Services-Solidaires appellent à s'emparer de cette date pour décliner des mobilisations en région.**

## Agir pour qu'il n'y ait plus de massacres à Gaza

**Le bilan de l'été à Gaza a été terrible :** 50 jours, 2 131 morts dont 1473 civils et 501 enfants, la destruction de 18 000 immeubles, hôpitaux, puits, écoles, mosquées, un pays à reconstruire pour la énième fois.

**Cette situation nous concerne, nous qui travaillons et vivons en France :**

♦ Il y a notre **volonté de justice et de solidarité internationale**, notre indignation devant la complicité des Etats occidentaux, de l'Union européenne et du gouvernement français qui, cet été, a pris une position de bienveillance vis à vis de l'agresseur israélien.

♦ Il y a aussi **nos libertés** qui sont menacées : liberté de manifestation puisque certaines ont été interdites, liberté d'expression parce que nous sommes taxés d'antisémitisme alors que rien n'autorise à assimiler notre critique contre l'Etat d'Israël à une agression antisémite, et parce que des tracts syndicaux qui appelaient aux manifestations ont été interdits de diffusion. L'arsenal de mesures répressives qui vient s'ajouter à ce spectacle lamentable nous fait réellement craindre pour les libertés et pour l'égalité de traitement entre des personnes pourtant nées en France pour la plupart... au nom de l'origine de leurs parents, de leur apparence physique ou des signes qu'ils ou elles affichent (port de keffieh, signes religieux...).

Nous sommes aussi concernés parce que **nous pouvons agir**. C'est aussi ce que nous pouvons faire tous les jours :

⇒ en manifestant pour exiger la rupture de l'accord d'association Union européenne-Israël.

⇒ en nous mobilisant dans nos quartiers et nos entreprises pour les sanctions contre Israël, en exigeant le désinvestissement et en pratiquant le boycott des produits israéliens.

⇒ en soutenant la demande de traduction de l'Etat d'Israël devant la Cour pénale internationale.

⇒ en soutenant toutes les personnes réprimées pour des actes de solidarité avec le peuple palestinien : manifestant-es, militant-es ayant appelé aux manifestations interdites ou au boycott...



## Contre le TAFTA, on continue

Après le succès des initiatives du 11 octobre contre le « grand marché transatlantique » qui se sont déroulées simultanément dans 22 pays européens, **renforçons les mobilisations, et les collectifs unitaires partout en France, pour bloquer les négociations en cours et jeter ce traité aux oubliettes !**

Un tract Solidaires est disponible, diffusons le massivement à nos collègues.

